

**chronologie 2006**





# Chronologie 2006

## Sommaire



FGTB Métal Liège-Luxembourg	p. 2
Arcelor Mittal	p. 4
Cockerill	p. 5
Oxybel	p.6
FN	p.7
Polypal	p. 9
Def	p. 10
Magotteaux	p. 11
CMI	p. 12
Techspace	p. 13

## Régionalisation et mondialisation

S'il fallait retenir deux événements essentiels de cette année 2006, cela serait sans doute l'avènement de la MWB (Métallos Wallonie-Bruxelles) et l'émergence d'un nouveau géant mondial de l'acier, Arcelor Mittal.

Dans le premier cas, il s'agit, pour le syndicat, de se rapprocher encore plus de ses affiliés et de leurs attentes. Dans le second cas, on subit la perte de pouvoir toujours plus importante du bassin liégeois dans un groupe toujours plus mondialisé. Avec quelles conséquences ? On jugera sur pièce, dira-t-on pudiquement.

Mais il ne faut pas retenir que cela. Il y a eu de nouvelles fermetures (Polypal, Forir, ...), mais aussi de nouveaux combats qui ont porté leurs fruits (FN, Magotteaux, TNT, ...).

En une douzaine de pages, nous vous proposons donc de vous replonger une dernière fois sur les douze mois écoulés.

Bonne lecture.

**La rédaction**

**6com.be**

Place Saint-Paul 9, 4000 Liège

Rédaction : 04.221.96.34 – Fax : 04.223.10.11 – Service adhérents : 04.221.95.59

[www.6com.be](http://www.6com.be) – [info@6com.be](mailto:info@6com.be)

## Avec la MWB, encore plus proche de ses affiliés

*2006 restera dans les annales comme l'An 1 des Métallos Wallonie-Bruxelles. Un renforcement des ailes francophone et flamande qui se matérialisera, en avril, par le dernier congrès de la CMB et, en novembre, par le premier congrès d'orientation politique et idéologique de la MWB.*

**A**u vu de l'actualité de la fin 2005, on savait que les métallos FGTB allaient renforcer leurs ailes linguistiques, avec la création de deux centrales autonomes chapeautées par une coupole fédérale. Le 21 avril, à 85,8%, le congrès extraordinaire de la CMB accepte les nouveaux statuts.

Pour Jean-Marie Musette, premier secrétaire des métallos liégeois, la décision est justifiée et le défi est à relever

avec enthousiasme : *« La Belgique est fédérale, les compétences des Régions sont de plus en plus grandes. C'est une évolution inscrite dans le long terme. C'est le mûrissement d'un processus démocratique enclenché dans les années soixante, et ré-approuvé depuis lors à chaque scrutin. C'est un chemin que nous, FGTB, avons indiqué ».*



**16 résolutions pour quatre ans de combat**

Les fédérations de Liège-Luxembourg, Hainaut-Namur et Brabant mettent

ensuite moins de six mois pour jeter les bases de la nouvelle MWB (Métallos Wallonie-Bruxelles). Nouveau nom, nouveau logo, nouvelle approche de terrain plus en phase avec les affiliés, et, le 24 novembre, tenue du premier congrès d'orientation politique et idéologique du mouvement.



Un congrès qui doit d'ailleurs (déjà) épouser les aléas de l'actualité : le drame de Volkswagen est commenté dans toutes les interventions et une

résolution spécifique, qui prône le combat et le refus de la fermeture de VW (et des sous-traitants en cascade), est rédigée et approuvée à l'unanimité. Tout comme les quinze autres résolutions qui ont été élaborées, débattues et développées depuis plusieurs mois par l'ensemble des militants via les organes démocratiques en place (comités régionaux et provinciaux, groupes de travail, etc.).

Réaffirmation de la puissance publique, maintien des droits syndicaux, restriction de la flexibilité, développement de la formation professionnelle, contacts plus forts avec les jeunes et les (pré)pensionnés, voilà quelques grands thèmes qui guideront les métallos Wallonie-Bruxelles durant (au moins) les quatre prochaines années.

*"Ce sont nos convictions que l'on doit porter chaque jour sur le terrain, sinon cela ne sert à rien!"*, martèle à la tribune Nico Cue, Secrétaire général MWB, fortement applaudi par tous les congressistes. Qui découvrent également

les futurs locaux de la MWB à Beez (Namur) qui seront construits en acier.

### **Anne Demelenne dans la fournaise liégeoise**

Le mois de novembre est également l'occasion, pour les métallos liégeois, d'accueillir place Saint-Paul la Secrétaire générale de la FGTB fédérale, Anne Demelenne. AIP, pacte des générations ou encore formation et innovation sont au menu des discussions. Quant à la flexibilité, celle qui est également la numéro un de l'Interrégionale wallonne ne veut pas en entendre parler. Les métallos la soutiennent pleinement, notamment en ce qui concerne le débat sur l'épargne-temps (forme de flexibilité): si le projet passe, le syndicat liégeois réagira durement.

### **Rouge Métal, en deux formats**

Notons enfin que l'année 2006 aurait vu la naissance de deux publications au même nom, « Rougé Métal ». Il s'agit, d'une part, de l'important ouvrage qui retrace les 100 ans de la fédération liégeoise (1905-2005), toujours disponible à la fédération. Et, d'autre part, du mensuel (quatre pages) qui se veut un organe de liaison entre la base et les structures. Le



premier numéro est paru en septembre. Il comporte notamment une rubrique juridique, une actu décodée ou encore un portrait d'entreprise.

### **Au cœur des entreprises ... de A à Z ...**

**Areva T&D (Dison).** L'ancienne EIB se sépare d'un tiers de ses effectifs, soit 64 personnes. Après une première restructuration trois ans auparavant qui avait vu une centaine de personnes quitter l'entreprise. Cette nouvelle coupe était attendue par la FGTB, qui reste cependant surprise par son ampleur.

**Balteau (Sprimont).** En mars, la société active dans le secteur de l'eau et les travaux d'épuration change de mains : le holding BAM, qui détient notamment la société de construction Galère, acquiert Balteau qui conserve cependant une direction autonome.

**Câblerie d'Eupen.** Le plus gros employeur de la région (un millier de personnes) relève la tête après trois années difficiles et une conjoncture sans cesse mouvante.

**CFR (Seraing).** Cette filiale de Cockerill, spécialisée dans les roulements, anneaux ou encore bandages, bénéficie d'un investissement de 2 millions d'euros sur deux ans (2006 et 2007). La production est ainsi augmentée et le développement des éoliennes amène des perspectives intéressantes.

**CLN (Jemeppe).** Le groupe italien CLN, détenu à 35% par Arcelor, confirme en juin son projet d'investissement de 10 millions d'euros sur les anciennes friches de Cockerill. L'entreprise qui emploie 6.600 personnes dans la fabrication de roues et dans l'emboutissage de tôles, créera dans un premier temps 50 emplois à Liège. La production sera destinée au marché de la sous-traitance automobile et plus précisément à la fabrication de pièces tôlees.

**Collignon (Erezée).** Le groupe, spécialisé dans les installations électriques et qui emploie quelque 300 personnes, devrait en principe être racheté par le français Eiffage, sixième groupe européen de la construction et des concessions, qui emploie 50.400 collaborateurs, et dont plus de 90% sont salariés actionnaires. Les travailleurs en ont été informés sur les différents sites, mais aucun conseil d'entreprise n'est programmé, ce que dénonce la FGTB Métal Liège-Luxembourg. Eiffage est déjà présent en Belgique, via la société Yvan Pâques notamment.

## Les dessous d'un mariage

*Pendant six mois et même un peu plus, la sidérurgie mondiale a vécu au rythme de l'offre publique d'achat lancée par le groupe indien Mittal sur Arcelor, la maison mère de Cockerill.*

**L**a petite histoire retient que le 26 janvier, Lakshmi Mittal appelle le patron d'Arcelor, Guy Dollé, sur son portable pour lui annoncer l'ouverture des hostilités. C'est la douche froide pour les dirigeants du groupe franco-hispano-luxembourgeois. Eux qui venaient d'évincer ThyssenKrupp de la course au rachat du Canadien Dofasco retombent brutalement les pieds sur terre.

Dans sa première intention, Mittal se dit prêt à déboursier 18,6 milliards d'euros. Arcelor réunit son conseil d'administration qui refuse l'offre. La petite phrase de Guy Dollé (« Nous, on fait du parfum. Lui, il fait l'Eau de Cologne ») résume bien l'état d'esprit du moment. Les gouvernements français, espagnol et luxembourgeois le soutiennent. La Belgique, toujours actionnaire d'Arcelor via la Région wallonne, est plus circonspecte. Elle attend de découvrir le projet industriel de l'Indien.

Arcelor veut donc faire barrage à Mittal. Il convient dès lors de convaincre les actionnaires de ne pas céder aux sirènes indiennes. A la mi-avril, le dividende de l'action Arcelor est relevé. Il passe de 1,20 euro à 1,85 euro. De plus, promesse est faite aux actionnaires qu'ils pourront, en cas d'échec de l'OPA de Mittal, bénéficier d'une offre de rachat d'actions à concurrence de 5 milliards d'euros. Parallèlement, Dofasco est subtilement mis à l'abri au sein d'une fondation de droit néerlandais, créée de toutes pièces.

Cette levée de boucliers ne décourage pas Lakshmi Mittal L'homme est partout

et celui qui, voici quelques mois à peine, était encore un parfait inconnu pour le plus grand nombre, acquiert la célébrité. Le 18 mai, l'offre publique d'achat valorisant Arcelor à 18,6 milliards d'euros est officiellement lancée. Dès le lendemain, elle est relevée d'un tiers pour monter à 37,74 euros par action contre 28,21 précédemment. Arcelor veut encore faire monter les enchères. Elle ne plie pas même quand Mittal se dit prêt à renoncer à la majorité dans le nouveau groupe.

Une semaine après le lancement de l'OPA, Arcelor introduit un nouveau personnage dans le scénario. Alexei Mordachov incarne le groupe Severstal qui d'après Arcelor, ferait un mari bien plus recommandable que Mittal. Ce coup de poker se retourne contre les troupes de Guy Dollé. Les actionnaires ne sont pas contents et le font savoir. Le mois de juin apporte son lot de rebondissements avec au bout de quelques semaines, l'acceptation de l'offre de Mittal pour un montant global de 27,4 milliards d'euros, soit 40,4 euros l'action.

Ce mariage de raison ; selon les mots Joseph Kinsch, président du conseil d'administration d'Arcelor, est fatal à Guy Dollé qui n'apparaîtra plus dans la nouvelle structure dirigeante. Lakshmi Mittal et son fils Aditya y détiennent quasiment tous les pouvoirs après l'éviction du Luxembourgeois Roland Junck. La plus grande partie de la fusion des deux groupes devrait être achevée en juillet prochain. Mais, comme prévu, le chaud liégeois ne sera pas réactivé. Reste à voir le groupe respecter les engagements pris par l'ex Arcelor.



### **Arcelor Mittal, les dessous d'un bras de fer**

Françoise Gillain, journaliste à la RTBF, publie un livre intitulé: *"Arcelor Mittal, les dessous d'un bras de fer"*. Elle revient longuement sur l'OPA de Mittal, et stigmatise le rôle essentiel des banques d'affaires comme Goldman Sachs *"qui a piloté l'OPA"*. Elle dévoile aussi qu'un temps, ThyssenKrupp fut pressenti pour servir de "chevalier blanc" à Arcelor.

Françoise Gillain

*Arcelor Mittal, les dessous d'un bras de fer*

Ed. RTBF

## Encore quelques coups de canif dans le contrat signé par Arcelor

*Le mariage entre Mittal et Arcelor n'a rien changé au futur proche de la sidérurgie à chaud liégeoise. Les outils du chaud fermeront bel et bien dans deux ans. Plus que jamais, il faut songer à la consolidation du froid qui doit être pourvu de débouchés et à la reconversion.*

**L**e président des métallos FGTB Liège-Luxembourg, Francis Gomez, n'a pas dit autre chose quand, au début octobre, il secoue Arcelor et le Groupement de Redéploiement Economique (GRE) dont l'esprit d'entreprise, allié à une structure financière peu efficace, laisse à désirer. « On nous a promis 2.700 emplois en compensation de la fermeture du chaud mais hormis quelques baraquas à frites, nous ne voyons rien venir ».

Pire, à la fin octobre, on voit encore partir l'usine de flancs soudés, Tailored Blanks (TBL) à Sclessin. Arcelor cède une majorité des parts de sa filiale pourtant promise à participer au redéploiement. L'acquéreur est un Américain du nom de Noble, Arcelor ne conservera que 40% de TBL. En novembre, il est aussi question du probable déménagement vers Paris du service clientèle d'API, la branche emballage et fer blanc d'Arcelor. Une dizaine d'emplois sont concernés.

Autant de coups de canifs dans le projet d'avenir de la sidérurgie. La FGTB-Métal et le Setca ont demandé, dès octobre, la tenue d'une réunion tripartite associant les organisations syndicales, la Région wallonne et la nouvelle direction de Mittal Arcelor. Cette réunion devrait voir lieu au début de cette année.

Elle permettra sans doute également de vérifier que le report de l'investissement de 27,5 millions d'euros, à la décaperie de Tilleur n'est pas une nouvelle entourloupe patronale. Prévu l'an dernier, le couplage de la décaperie et d'un laminoir a été reporté en raison d'un surplus de commandes. Il aurait été malaisé de combiner la satisfaction de ces dernières avec les travaux. Du côté syndical, on n'a pas manqué de souligner qu'il était plutôt étonnant que la direction n'ait pas anticipé cet afflux de commandes pour pouvoir investir dans les délais fixés.



2007 devrait également confirmer l'intérêt de neuf sociétés brésiliennes pour la région liégeoise pour les terrains qu'Arcelor libérera dans les prochaines années. A la fin novembre, une mission économique de la SPI+ et du groupe Innovation

d'Arcelor est revenue confiante du Brésil. On attendra aussi avec intérêt la concrétisation du projet de ligne d'emboutissage de pièces pour l'industrie automobile, développé à Jemeppe par le groupe italien CLN, une filiale à 35% d'Arcelor. Une cinquantaine d'emplois sont annoncés de même qu'un investissement de 10 millions d'euros. L'entrée en activité de cette usine est en principe prévue pour le deuxième trimestre 2007.

## Le symbole du redéploiement, vraiment ?

*La filiale d'Arcelor installée sur l'île Monsin fait partie des plans pour le redéploiement du froid de Cockerill. Force est de constater que la direction joue l'immobilisme, quand elle ne pourrit pas carrément le dialogue social...*

**L**e mercredi 21 avril 2004, la direction d'Arcelor signe le texte d'un projet d'avenir (*Déclaration commune d'accord sur la mise en œuvre du projet d'avenir d'Arcelor en Wallonie – Bassin de Liège*) pour le redéploiement du bassin liégeois. Ce projet comprend un volet industriel par lequel Arcelor s'engage à compenser la perte de milliers d'emplois qui surviendrait suite à la fermeture de la phase à chaud de la sidérurgie.

Dans ce cadre, le « froid » fait partie intégrante du futur liégeois. L'Article 2, relatif aux investissements, se veut très clair quant au devenir d'Oxybel :

*« Arcelor concentrera ses activités de revalorisation des autres choix d'Europe du Nord pour le secteur plats carbonnés autour de Mosacier pour les produits laminés à froid et revêtus, et pour Oxybel pour les produits à chaud ».*

On comprend bien dès lors pourquoi les syndicats s'inquiètent du manque de dynamisme commercial d'Oxybel. Comme si, finalement, la direction cherchait la mort de l'entreprise par étouffement.

Rappelons enfin que dans ce même projet d'avenir, Arcelor s'engageait à porter à une capacité de plus de 8 tonnes Tailored Blanks Liège (Sclessin – flans soudés pour l'industrie automobile).

Le 27 octobre 06, le sidérurgiste annonçait l'intégration de sa filiale dans une coentreprise avec le groupe américain Noble, qui en détiendrait 60% des parts, laissant la place d'actionnaire minoritaire à Arcelor Mittal...

Doit-on continuer à se laisser bercer de belles promesses ?

### RETROACTE

**2 mars 06.** La FGTB Métal Liège-Luxembourg et le Setca dénoncent l'attitude agressive de la direction d'Arcelor Liège en général, et s'inquiètent particulièrement de la situation de deux filiales, Mosacier et Oxybel. Gilles Biau, qui dirige à ce moment les entreprises wallonnes du sidérurgiste, répondra n'avoir jamais laissé tomber une filiale.

**24 avril 06.** Deux arrêts de travail de quelques heures, en front commun, pour dénoncer différents problèmes organisationnels : non-respect de conventions collectives de travail ; mauvaise communication et information au sein des organes paritaires ; problème de sécurité (il n'existe plus de responsable sécurité au sein de la direction) ; chômage économique ; Absence de proactivité de l'entreprise au niveau commercial, ...

**3 mai 06.** La direction ne bronche pas. La FGTB Métal Liège-Luxembourg dépose un préavis de grève venant à échéance le 8 mai. Elle veut des garanties quant à la pérennité de l'entreprise.

**8 mai 06.** Réunion des partenaires sociaux en présence d'un conciliateur. Celui-ci se donne jusque septembre pour rétablir le dialogue et déminer la situation. La FGTB Métal Liège-Luxembourg accepte la paix sociale, à condition de voir les choses évoluer.

**15 juin 06.** Devant l'immobilisme de la direction notamment au niveau commercial, une grève de 24 heures est décrétée.

**2 novembre 06.** Sans aucune discussion préalable, la direction décide de déplacer de poste un ouvrier qui revient de maladie. La goutte qui fait déborder le vase, et surtout la preuve qu'Oxybel se moque des relations sociales. Un arrêt de travail est décrété par les affiliés métallos FGTB. C'est le début d'un mouvement qui va aller crescendo.

**3 novembre 06.** Les grévistes bloquent l'usine. La direction appelle un huissier, ce qui permet aux non-grévistes d'aller travailler dans des conditions de sécurité dangereuses : ils sont parfois deux pour faire fonctionner une ligne qui demande au minimum cinq personnes.

**7 novembre 06.** Réunion avec la direction ; aucune avancée.

**8 novembre 06.** La direction se tourne vers la justice qui impose des astreintes (2.500 euros par entrave dûment constatée).

**9 novembre 06.** La FGTB Métal durcit l'action et organise un mouvement de soutien aux travailleurs d'Oxybel qui se battent pour la pérennité de leur entreprise.

**10 novembre 06.** Une nouvelle réunion est prévue, cette fois avec un responsable d'Arcelor. Elle aboutit à un accord. La grève est levée et un calendrier de rencontres visant à renouer le dialogue social doit être présenté par la direction. Une première réunion a lieu en décembre.

## Un (vrai) pacte pour l'avenir

*La Fabrique Nationale (Herstal) demeure un fleuron de l'industrie liégeoise. 2006 aura connu un fait social exceptionnel : trois semaines de grève pour, in fine, déjouer le pacte de solidarité entre générations et obtenir un véritable plan industriel et stratégique qui pérennise l'entreprise.*

La Fabrique Nationale continue sur sa bonne lancée. Les résultats de l'année 2005 sont relativement bons : le chiffre d'affaires est en constante augmentation et si le bénéfice est en baisse, cela est dû aux premiers effets de la fermeture d'une usine Winchester aux Etats-Unis (décidée en décembre 2005 et effective en mars 2006, avec la perte de 189 emplois)... la direction parle d'engagements pour supporter le flot de commandes qui surcharge l'entreprise.



### TEXTO

#### **Equal Pay Day : rassemblement devant la FN**

Vendredi 31 mars, dans le cadre de la journée "Equal Pay Day" dont l'objectif est de sensibiliser les citoyens à la discrimination salariale toujours en vigueur entre les hommes et les femmes, la FGTB Liège-Huy-Waremme organise un rassemblement à 10 heures à la Fabrique Nationale d'Herstal. (6com du 30/03/06)

Du côté syndical, on reste cependant prudent : d'une part, parce que le refrain est connu ; d'autre part, parce que le recours à la sous-traitance est de plus en plus fréquent. Tous ont encore en tête la fabrication du modèle P90, lance de fer de l'entreprise herstaliennne qui, pourtant, n'en produit en son sein qu'une petite partie.

### **Premier coup de sang**

Fin juin, les problèmes sociaux s'accumulent, au point que le personnel décide de débrayer pour 24 heures : fins de carrière, salaires, intérim et chômage économique, communication défaillante, ... des dossiers que la direction semble

inexorablement remettre en dessous de la pile. C'est un premier coup de semonce.

Qui est suivi par un deuxième le 25 août. On l'ignore encore mais c'est le début d'une très longue grève. Trois semaines. Et un résultat.

### **Assurer la pérennité de l'entreprise**

Ce qui met finalement le feu aux poudres, outre les problèmes connus, c'est le manque de vision stratégique de la direction couplé à une participation aux bénéfices accrue des cadres, sans contrepartie pour les ouvriers.

Mais le vieillissement du personnel arrive très vite au centre des débats : d'ici à cinq ans, la moitié des travailleurs auront quitté l'entreprise. La direction veut profiter du « pacte de solidarité entre générations » pour reculer les prévisions et maintenir les travailleurs âgés en place. La FGTB refuse catégoriquement, et exige l'engagement de jeunes pour assurer l'avenir de l'entreprise.



Rien n'y fait. La direction reste sur ses positions : pas de garanties de prévision à 58 ans, pas d'enveloppe suffisante pour les départs et encore moins de plan stratégique à long terme.

La Région wallonne, seul actionnaire, doit descendre dans l'arène. D'abord via



des conciliations. Mais devant le constat d'échec, le ministre wallon de l'Emploi et de l'Economie, Jean-Claude Marcourt (PS), prend personnellement part aux débats en septembre.

### **Ne rien lâcher**

Pour les métallos, ce combat devient une question de principe : *« Si nous avions cédé, la porte était ouverte pour que le monde patronal abandonne complètement le mécanisme des prépensions. Les travailleurs redevenaient, comme il y a 50 ans, des citrons qu'on jette après usage »*

(Antoine Fanara, in « Rouge Métal », septembre 2006).

Il aura donc fallu attendre trois semaines de conflit pour qu'enfin, des conditions acceptables (prépension possible à 58 ans à la seule demande du travailleur, base financière correcte et obligation de remplacement des partants, quel que soit leur âge) soient proposées.

Le 14 septembre, le travail reprend. Et l'avenir de la FN semble assuré. La FGTB Métal n'entend cependant pas relâcher la pression.

## **Au cœur des entreprises ... de A à Z ...**

**CMP (Seraing).** Les 130 travailleurs de l'entreprise spécialisée dans le tournage et l'ajustage arrêtent le travail durant quelques heures fin août. Ils entendent ainsi protester contre l'attitude d'un contremaître qui s'est montré méprisant vis-à-vis d'un ouvrier. Il n'en est pas à son coup d'essai.

**EMI (Aubange).** L'entreprise profite de la commandé passée par l'armée belge au suisse Mowag pour récupérer une partie du travail, via CMI (Seraing). C'est une bonne nouvelle : le chômage économique est important.

**ESB (Seraing).** Un grave accident de travail est à déplorer en septembre dans cette aciérie. Quatre personnes sont blessées, dont une grièvement (brûlée à 75%). Elle décédera malheureusement quelques jours plus tard. Le 19 décembre, un crayon au cobalt (faiblement radioactif) disparaît, ce qui implique, pour des raisons de sécurité, la fermeture temporaire de l'usine. Le 31 décembre, ledit crayon n'est toujours pas retrouvé, et le travail ne reprend donc pas.

**Esco (Herstal).** La fonderie de précision Esco-ETTB (anciennement Formétal) aux Hauts-Sarts (Herstal) a engagé huit de ses intérimaires sous contrat à durée indéterminée. Depuis 2000, le nombre d'ouvriers est passé de 66 à 110 (pour 46 employés). L'entreprise, active dans la fabrication de pièces pour l'aéronautique (comme des turbines terrestres ou à gaz), tourne toujours avec une quarantaine d'intérimaires.

**Fabricom (Wallonie).** Le groupe revend Watco Industrial Cleaning (nettoyage) à Buchen (Allemagne), leader du secteur, pour se recentrer sur son métier de base, l'énergie.

**Federal Mogul (Aubange).** La société, seule survivante des activités du groupe Champion, est sujette à des rumeurs de fermeture en mars. Plus de 400 personnes sont encore employées. En fin d'année, un conseil d'entreprise est tenu, mais rien n'indique, à long terme, la pérennité de l'entreprise luxembourgeoise. Il est demandé des efforts de productivité. Un discours classique, somme toute. On devrait donc en savoir plus en 2007.

**FLR (Herstal).** Les travailleurs de la Fabrique liégeoise de ressorts arrêtent le travail début mai durant 24 heures. En cause, l'arrogance de la direction qui marche sur la concertation sociale autant que sur ses travailleurs. Et n'hésite pas à agiter le spectre du chômage pour ceux qui seraient un brin revendicatifs. L'usine emploie une trentaine d'ouvriers.

## Scinder pour mieux fermer

*En trois ans, l'entreprise Polypal à Herstal, spécialiste du stockage par rayonnage métallique, a connu une restructuration, des conflits sociaux assez importants, une scission des activités et une fermeture.*

**D**epuis 2002, l'entreprise herstaliennne polypal a connu de nombreuses péripéties : changement d'actionnaire, scission des activités de production et de vente, conflits sociaux, ...

En février 2006, un nouveau conflit éclate. Cette fois, il naît du remplacement d'un des deux délégués Setca au conseil d'entreprise. La direction refuse la remplaçante, au motif qu'elle dépend du même service que le premier. Après conciliation, le Setca pourra s'avouer vainqueur puisque la déléguée, élue lors des dernières élections sociales, pourra siéger comme déléguée syndicale effective.

### **La fermeture, une solution possible**

Le 5 juillet, juste avant les vacances annuelles de l'entreprise, c'est la douche froide. La direction annonce son intention de fermer l'usine d'ici au 31 décembre, ce qui causera la perte de 83 emplois.

Les motifs invoqués sont purement économiques. Le groupe, qui doit faire face à un excédent de production dans un marché concurrentiel (l'actionnaire Whittan a produit 46.000 tonnes de pièces en 2005 alors qu'il peut en produire 86.000, soit 56% de ses capacités), a analysé les chiffres des trois usines : Polypal en Belgique, Telford en Angleterre et Durango en Espagne. Il estime qu'en termes de productivité, de flexibilité et de coût du travail, l'entreprise herstaliennne serait la mauvaise élève : livraison en trois à quatre semaines, contre deux à trois semaines pour l'usine espagnole ; Telford a produit 37.000 tonnes en 2005, Durango 25.000 et Liège 24.000 (45%

de ses capacités) ; le coût moyen d'un ouvrier s'élève à 30.000 euros en Angleterre, 31.000 euros en Espagne et 49.000 euros en Belgique.

A noter que la direction parlera de la fermeture comme étant « *une solution parmi d'autres* », histoire de mieux faire passer la pilule. Sans oublier que Polypal Belgium SA, la filiale qui gère désormais les activités commerciales, n'est pas concernée par le plan...

### **Début de la procédure Renault**

Le 7 juillet, lors de la première réunion d'informations prévue par la loi Renault, la direction se présente avec un avocat, ce qui a le don d'irriter les syndicats qui claquent la porte. Et les vacances annuelles annulent toute possibilité de débuter la phase d'information. Une stratégie syndicale qui veut reporter le plus loin possible la fermeture.

Début octobre enfin, c'est la fin de la phase d'information le début des négociations sur le plan social. Le premier projet proposé par la direction est tout bonnement « *indécent* » aux yeux des syndicats. Qui partent en grève perlée pour une durée indéterminée.

Le 7 novembre, la FGTB réaffirme ses positions devant la presse. Elle est accompagnée par une délégation espagnole venu tout droit Durango pour afficher le soutien des camarades espagnols. Un arrêt de travail d'une heure est même observé dans cette autre filiale de Polypal.

La direction demande finalement la venue d'un conciliateur. Début 2007, un accord social intervient finalement.

## Coup de froid pour les radiateurs « haute def' »

*L'entreprise liégeoise est tombée en faillite en octobre. Les activités se poursuivent sous une location-gérance pour huit semaines. Puis le repreneur continue le travail.*

**P**assée entre plusieurs mains étrangères comme le Français Norest ou l'Espagnol Manaut, l'entreprise liégeoise de radiateurs Def à Rocourt avait été reprise par des actionnaires belges en 2002. Elle comptait fermement sur un retour aux bénéfices, l'an dernier. Hélas, la forte concurrence internationale couplée à une hausse du prix des matières premières a été fatale à l'unique producteur wallon de radiateurs.

Sa trésorerie s'est rapidement épuisée et en octobre, le conseil d'administration a dû se résoudre à déposer le bilan. Dans la foulée, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite. Des curateurs ont été désignés et des repreneurs se sont manifestés. Les curateurs se sont toutefois laissé le temps de la réflexion. D'où le recours à

une location-gérance pendant deux mois pour permettre la poursuite des activités.

La location-gérance a été confiée au groupe Strazzante déjà actif en région liégeoise mais aussi dans le bassin carolorégien. Le groupe est par ailleurs candidat à la reprise de Wagon Automotive (Fleurus). Au moment de sa mise en faillite, Def comptait quelque 50 travailleurs, dont une quarantaine d'ouvriers. Une quinzaine de personnes seulement ont été réengagées dans le cadre de la location-gérance.

En fin d'année, on apprenait que le groupe Strazzante était le seul à déposer une offre ferme de reprise. Le plan impliquerait la garantie d'emploi pour tous les ouvriers, même si des périodes de chômage seraient inévitables durant l'année. Verdict début 2007.

### Au cœur des entreprises ... de A à Z ...

**Forges de Zeebrugge (Herstal).** Forcée par la loi à se tourner vers d'autres produits que les sous-munitions, la société se tourne vers un nouveau produit: les roquettes guidées par laser, à la précision révolutionnaire. La Région wallonne a déjà allongé 500.000 euros de subsides pour la recherche en ce domaine, mais l'entreprise demande une rallonge. Rien n'est encore décidé.

**Forir (Herstal).** L'atelier mécanique de sous-traitance est mis en liquidation fin mai, ce qui condamne l'emploi de 33 ouvriers et de 8 employés. Du côté syndical, on incrimine clairement la gestion organisationnelle et commerciale de la direction. Depuis un certain temps, le manque de liquidités faisait craindre l'issue fatale.

**Marichal Ketin (Sclessin).** Début février, un incendie provoque des dégâts importants au sein de la fonderie, mais pas de blessés à déplorer. Fin juin, elle clôture ses comptes avec un bénéfice de 100.000 euros. Elle a également engagé une dizaine de personnes et son carnet de commandes est plein pour les deux années à venir. Il y a vingt-quatre mois, on la tenait quasi pour morte.

**Meister Benelux (Sprimont).** La société allemande Poppe & Potthoff GmbH & Co, qui avait déjà acquis 75% des parts de l'entreprise Meister Benelux à Sprimont (active dans le décolletage et la fabrication d'ensembles pour le secteur automobile), met la main en mai sur le quart du capital restant.

## Plus d'emplois stables, puis plus d'actionnaires

*L'emploi est une priorité pour le syndicat, mais la lutte contre les contrats précaires itou. Raison pour laquelle, au bout d'une année tranquille, une grève offensive est menée. Elle porte rapidement ses fruits.*

**E**n région liégeoise, la fonderie Magotteaux est considérée comme une valeur sûre en termes d'emplois. Mais pas à n'importe quel prix, pour la FGTB Métal qui, fin octobre, décide de passer à l'action. Son problème ? La trop grande quantité de travailleurs engagés dans des conditions précaires (comme l'intérim ou les contrats à durée déterminée, soit plus de 15% de la massa salariale).

Après une grève de 24 heures, bien suivie, la direction accepte de discuter. L'affaire est rondement menée : les métallos demandent qu'une convention interne fixe une norme en ce qui concerne le nombre de contrats précaires. Quelques jours plus tard, elle est signée : si une personne est présente

dans l'entreprise depuis deux ans, et après évaluation de ses compétences, elle sera de facto engagée à urée indéterminée. Dans la foulée, cinq CDD passent également en CDI.

Enfin, à la fin décembre, l'entreprise confirme avoir trouvé un nouveau partenaire financier pour se développer, notamment dans les marchés en expansion (Asie, Amérique du Sud, etc.) : il s'agit du fonds suédois Industri Kapital, qui apportera entre 50 et 100 millions d'euros sous forme d'augmentation du capital. Pour rappel, 95% des actions appartiennent au management et 5% à la SRIW (Société régionale d'investissement de Wallonie). Magotteaux entend, à terme, entrer en Bourse. Mais le siège du groupe restera à Liège : la FGTB l'a exigé.

### Au cœur des entreprises ... de A à Z ...

**MGM Logistique (Hermalle-sous-Huy).** L'entreprise, active dans la manutention de bobines de métal venant de Chertal et de Kessales et à destination de TDM, est paralysée fin mai par un arrêt de travail. En cause, un licenciement abusif et, plus globalement, la détérioration du climat social depuis l'arrivée, en début de mois, d'une nouvelle direction.

**New Lachaussée (Herstal).** La société active dans l'armement avait défrayé la chronique en 2005. Suite à l'affaire des licences d'exportation d'armes, le gouvernement wallon change la procédure en janvier : le contrôle se fera désormais a posteriori et à huis clos, sur base d'un rapport semestriel présenté par le gouvernement.

**Poncin (Clavier).** La société termine les éléments métalliques d'un pont de chemin de fer destiné au Congo. Il servira à consolider et agrandir un ouvrage rendu impraticable à la suite d'inondations. Le montant du chantier est de l'ordre de deux millions d'euros. Il est financé par la coopération technique belge.

**Sibetra et Armo/BMTT (Herstal).** Les deux sociétés liégeoises Sibetra et Armo/BMTT (Herstal), essentiellement active dans la maintenance industrielle, sont déclarées en faillite en août. Une trentaine de personnes sont concernées. Deux autres sociétés carolorégiennes, appartenant au même holding ML4, connaissent le même sort.

## En bonne forme, mais les syndicats relativisent

*L'entreprise serésienne affiche de bons résultats, mais le dialogue social n'y est pas toujours privilégié.*

**L**es chiffres parlent d'eux-mêmes chez CMI à Seraing. Reprise voici quelques années par Bernard Serin, l'ancienne filiale de Cockerill s'est taillée une part enviable du marché de l'ingénierie et de la maintenance. En 2005, le chiffre d'affaires a atteint 307 millions d'euros contre 257 millions, l'année précédente. Le bénéfice net a suivi la même ascension en culminant à 10,1 millions d'euros contre 8 millions en 2004.

Cette bonne santé économique est toutefois relativisée par les organisations syndicales qui déplorent un manque récurrent de concertation sociale avec la direction et attribuent la hausse du bénéfice à quelques résultats exceptionnels comme la vente de bâtiments. Les chiffres de 2006 seront donc attendus avec le plus grand intérêt, d'autant que d'après les prévisions de Bernard Serin lui-même, le chiffre d'affaires devait en principe flirter avec le demi-milliard d'euros.

On peut en tout cas parler de véritable groupe CMI puisqu'après une série d'acquisitions, l'ensemble recense une dizaine d'entreprises de par le monde. Il est devenu le numéro 1 mondial de la galvanisation auto et comporte trois

ateliers à Liège. L'un de ceux-ci l'énergie, a connu une sérieuse restructuration avec 35 départs en préretraite, soit plus d'un tiers du personnel.

En 2006, les soucis ont également concerné le personnel de CSI, une filiale de maintenance, dont les travailleurs ont débrayé à la fin juin. Ils réclamaient leur intégration au sein du CMI, une intégration assortie des mêmes avantages. Au bout d'une semaine, ils ont été rejoints dans l'action par leurs collègues de CMI, solidaires. Finalement, non sans qu'un conciliateur ait dû être désigné, un accord social est intervenu : ceux de CSI jouiront de conditions comparables à celles de leurs collègues de CMI.

L'année qui s'achève est aussi celle d'une bonne nouvelle pour les travailleurs de la filiale EMI à Aubange, dans le Luxembourg belge. Régulièrement au bord de l'asphyxie, EMI reçoit un ballon d'oxygène : le marché de 242 blindés attribué par la Défense nationale à la firme suisse Mowag sera sous-traité à CMI qui confiera une partie de la production à EMI. Qui produira ainsi les coques des tourelles et l'assemblage de 120 véhicules.

### Au cœur des entreprises ... de A à Z ...

**Socomef (Verviers).** L'entreprise d'économie sociale fête ses 25 ans. Elle est née, en 1981, de la volonté d'une poignée de travailleurs de la société Platinerie Thomson de continuer à faire vivre leur entreprise. Ils créent la Socomef (Société coopérative des métallurgistes franchimontois). Aujourd'hui, l'entreprise occupe 14 ouvriers et son carnet de commandes compte une centaine de clients dans 13 pays différents.

**TAC (Milmort).** Fin novembre, arrêt de travail de 24 heures. Suivi d'une négociation marathon. Les représentants FGTB et la direction de cette société active dans l'aéronautique concluent un accord qui prévoit notamment que les ouvriers bénéficient d'une augmentation salariale et d'une hausse de leurs frais de déplacement dès le 1<sup>er</sup> novembre. Technical Airbone Components emploie 140 personnes.

## Une victoire de haut vol pour les employés

*Au terme de dix jours de grève, le Setca obtient une revalorisation collective des traitements des employés.*

**L**e motoriste liégeois n'a pas échappé à un conflit social d'envergure. En juin, les employés de l'ancienne FN-Moteurs aux Hauts-Sarts ont observé une grève d'une dizaine de jours. C'est en quelque sorte le prix du succès pour Techspace dont les travailleurs entendent obtenir les fruits de la bonne santé financière de leur entreprise. La productivité étant à la hausse, le Setca a réclamé une revalorisation collective des traitements des employés. Et ce dans le cadre d'un accord pour les années 2005 et 2006.

Dans un premier temps, la direction n'a pas voulu céder. Selon elle, la rémunération de la productivité se conçoit individuellement, pas collectivement. Au fil des jours, la situation s'est tendue. Le personnel employé a rejeté un premier accord avant d'en accepter un second visant, notamment, une redistribution des primes au travers d'un groupe de travail.

Un second conflit a surgi en novembre. Les 122 travailleurs du département « montage » de Techspace ont débrayé 24 heures afin de marquer leur inquiétude face à la probable réduction d'activités dans leur activité de réparation et de maintenance. Ils craignent ni plus ni moins que la vente de leur département à un autre actionnaire. Les syndicats ont réclamé à

la direction, la communication rapide d'un plan industriel pour le montage.

Pour le reste, 2006 n'a pas été une mauvaise année pour Techspace Aero. Il convient ainsi de citer un marché de 100 millions d'euros avec General Electric pour fabriquer des parties du moteur du futur Boeing 787. Ce marché s'exécutera entre 2010 et 2020 et assurera, à lui seul, un tiers du chiffre d'affaires annuel de l'entreprise liégeoise. Par ailleurs, fin septembre, on a appris que 1.772 moteurs CFM56, ceux qui équipent l'Airbus 320, ont été commandés à Safran, la maison-mère de Techspace Aero. Ce moteur représente 50% du chiffre d'affaires. Au chapitre des revers, le retard accusé par l'Airbus 380 diminuera de moitié, la tâche de Techspace dans la livraison des modules GP7000. Il n'en résultera toutefois pas de pertes d'emplois. A la suite d'une enquête de la Commission européenne, l'entreprise a également dû faire une croix sur 10 des 41 millions d'euros d'aides qui lui ont été accordées pour la recherche et le développement.

L'année s'est achevée sur une nouvelle étonnante. L'ancien PDG d'Usinor et ex-ministre français des Finances, Francis Mer, fait son grand retour. Il devrait présider le conseil de direction de Safran. Et, du moins est-ce sa mission, y remettre un peu d'ordre.

### Au cœur des entreprises ... de A à Z ...

**TDS Acior (Sclessin).** Un préavis de grève est déposé en septembre. L'entreprise active dans la fabrication de bureaux voit le climat social se dégrader de jour en jour, et la grille salariale n'est pas respectée en ce qui concerne les fonctions du personnel.

**Umicore (Angleur).** Le personnel arrête le travail 24 heures fin novembre. Plusieurs causes à ce mouvement de grogne: une grille salariale à revoir, des postes de travail à revaloriser et la problématique des intérimaires à clarifier (ils sont trop souvent utilisés dans les limites de la flexibilité). Par ailleurs, le groupe annonce en décembre sa fusion avec l'australien Zinifex. Mais le site liégeois reste aux mains d'Umicore.